

Ce que nous défendrons pour l'USMB

Le constat : un système universitaire en crise, des personnels à bout de souffle

Depuis 20 ans, le service public d'enseignement supérieur et de la recherche (ESR) subit réforme sur réforme (LMD, LOLF, LPR, LRU, loi Fioraso, loi ORE, LPPR). L'État ne dotait déjà plus les universités en fonction de leurs besoins, il le fait maintenant en fonction de leurs « performances » ; les laboratoires manquaient de moyens récurrents, ils sont désormais quasi totalement financés sur projets. Maltraitées au nom du classement de Shanghai, les universités ont été obligées de se regrouper et fusionner, créant des structures complexes et déshumanisées ! Au niveau des moyens, c'est une vraie saignée : en 10 ans, le budget moyen par étudiant·e a baissé de 10 % ; depuis 2012, le recrutement d'enseignant·es-chercheur·es a diminué de 40 % ; les universités sont le service public qui compte le plus de contractuel·les (35 %). La réalité de l'ESR, c'est la mise en place d'une concurrence généralisée à tous niveaux : entre établissements, composantes, départements, laboratoires, et même personnels. C'est aussi un projet à deux vitesses, avec d'un côté des universités de prétendue « excellence », et de l'autre de futurs collègues universitaires. Ce sont enfin des charges administratives qui augmentent chaque année, au détriment de nos missions fondamentales de formation et de recherche, des laboratoires et des composantes qui manquent toujours plus de personnels de soutien. Nous sommes de plus en plus épuisé·es par la surcharge de travail, les montages de projets divers, des procédures complexes, des évaluations tatillonnes, une absence de reconnaissance...

Notre projet pour une Université de service public

Nous défendons une Université au service de la population, plutôt que soumise aux intérêts à court terme des entreprises. Une université qui ambitionne de permettre à la jeunesse de se cultiver et d'acquérir des savoirs critiques, de penser par elle-même son avenir et celui de la société. Une Université qui accueille sans discrimination de classe sociale, de nationalité, d'âge ou de genre. Une université qui s'empare des défis de son temps, scientifiques, techniques, sociétaux, environnementaux et culturels, sans qu'ils ne soient soumis à une rentabilité à court terme. Ce sont trois campus universitaires qu'il faut développer de façon harmonieuse, en rénovant un bâti vieillissant, notamment en refusant que les fonds publics dont elle a besoin soient dilapidés au profit du privé. Ce sont des personnels précaires (contractuel·les, vacataires) qu'il faut stabiliser, des personnels qui doivent être associés à l'organisation de leur Université et à ses évolutions, au lieu de les subir comme souvent.

Des actions pour une université soucieuse de ses personnels et de ses étudiant·es

Un certain nombre de fondamentaux sont difficiles à faire évoluer au seul niveau de notre Université (augmentation du budget, création de postes, salaires). Cela ne veut pas dire que rien ne peut y être fait. C'est pourquoi nous agissons au sein des conseils pour que :

- toute réorganisation se fasse après une large concertation de tous les personnels ;
- la circulaire horaires-congés soit assouplie ;
- la politique indemnitaire (RIFSEEP) soit revue avec un objectif de transparence, d'égalité, de simplification et lisibilité ;
- les droits d'inscriptions restent les mêmes quelle que soit la nationalité des étudiants ;
- le budget consacré à la formation des personnels soit substantiellement augmenté ;
- un psychologue du travail soit recruté, conformément aux recommandations du CHSCT, et une politique ambitieuse contre les risques psycho-sociaux soit enfin mise en place ;
- l'équipe présidentielle dénonce la politique ministérielle et agisse pour répondre enfin à nos aspirations.

ENSEMBLE POUR LE SERVICE PUBLIC DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE
(ESPER)

Listes soutenues par la FERC-SUP-CGT et la FSU (SNASUB, SNEP, SNESup)